

Commission de la construction du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS

2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS
PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE



ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

TABLE DES MATIÈRES

- RP1** Depuis cinq ans, par année financière, indiquer la somme dépensée par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ). Fournir également les prévisions pour 2017-2018.
- RP2** Depuis cinq ans, par année financière, fournir une ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor au ministère du Travail et aux organismes sous sa responsabilité. Fournir également les prévisions pour 2017-2018.
- RP3** Depuis cinq ans, par année financière, fournir la liste des comités interministériels ou de tout autre partenaire. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.
- RP4** Copie de toute l'information fournie au ministre en vertu de l'article 428 de la Loi sur les accidents de travail et les maladies professionnelles, et ce, depuis cinq ans.
- RP6** Pour chacun des organismes, indiquer les agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère depuis cinq ans, par année financière. Fournir :
- a. la liste des employés, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;
 - b. la liste des membres du conseil d'administration;
 - c. la liste des personnes qui ont été nommées ou dont le mandat a été renouvelé, en incluant leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur cv;
 - d. leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation
- RP7** Fournir, pour tout organisme relevant du ministère, concernant le Bureau de la présidence ou de la haute direction, les montants, ventilés depuis cinq ans, par année financière :
- a. des frais de déplacement;
 - b. des frais de représentation;
 - c. des frais de repas;
 - d. des frais de voyage;
 - e. des frais de préparation aux congrès, colloques, sommets, conférences, etc.
- RP 10** Depuis cinq ans, par année financière, pour chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère, indiquer le nombre d'employés, ventilé par catégorie d'emploi et par région.
- RP28** Depuis 10 ans, par année financière, nombre de contrats donnés à l'externe (informatique, relations publiques, communications, études, analyses ou autres). Indiquer :
- a. la nature ou l'objet du contrat;
 - b. la méthode d'octroi du contrat (gré à gré, appel d'offres ou autre);
 - c. une copie du contrat;
 - d. une copie du résultat;
 - e. le coût du contrat.

- RP 29** Liste des projets informatiques depuis 10 ans :
- a. évolution des coûts pour chacun des dossiers;
 - b. nombre de consultants externes et coûts associés;
 - c. indiquer la somme dépensée depuis 10 ans, par année financière (et prévisions pour 2017-2018), pour l'informatique et les technologies de l'information.
 - d. préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
- RP183** Liste des dépenses de fonctionnement, par année, depuis 10 ans.
- RP184** Liste des bureaux régionaux et effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans et fournir les prévisions pour 2017-2018.
- RP185** Nombre de poursuites intentées par la CCQ contre des entrepreneurs et contre des travailleurs qui effectuaient des travaux ne respectant pas le champ d'application de l'article 19 de la Loi R-20 au cours des cinq dernières années.
- RP186** Nombre de poursuites menées par la CCQ contre des entrepreneurs et contre des travailleurs relativement aux articles de la loi R-20 concernant des actes d'intimidation ou de violence sur les chantiers, par année, depuis cinq ans.
- RP187** Liste des mesures mises en place concernant l'accès et le maintien des femmes dans l'industrie de la construction, en indiquant le nombre moyen d'heures travaillées par les femmes par rapport aux hommes dans les métiers concernés et le revenu moyen annuel pour chacun des sexes, et ce, depuis cinq ans. Sommes dépensées par mesures.
- RP 188** Liste des règlements adoptés par le conseil d'administration de la CCQ depuis deux ans.
- RP189** Nombre de certificats de compétence décernés, ventilation par région et par métier ou occupation depuis cinq ans.
- RP190** Nombre de travailleurs manquants ou en surplus, ventilé par région et par métier ou occupation depuis cinq ans, par année financière. Fournir les prévisions pour 2017-2018.
- RP191** Nombre d'heures travaillées par métier ou par occupation au cours des cinq dernières années. Fournir une ventilation par mois et par région.
- RP192** Prévisions de surplus ou de manque de main-d'œuvre par métier ou par occupation, pour les cinq prochaines années.
- RP193** Composition, budgets, mandats et rapports des comités de main-d'œuvre Ontario-Québec.
- RP194** Nombre d'exemptions de l'obligation de détenir un certificat de compétence accordées au cours des cinq dernières années et motifs.
- RP195** Nombre d'inspections effectuées par la CCQ, liste des chantiers ayant fait l'objet d'une enquête et résultats des enquêtes pour les cinq dernières années.
- RP196** Évolution du nombre d'inspecteurs à l'emploi de la CCQ depuis cinq ans, par année, ainsi que les prévisions d'embauche pour 2017-2018.
- RP197** Évolution du nombre d'employés dédiés à la lutte contre le travail au noir à la CCQ depuis cinq ans, par année.

RP198	Tout document relatif à la subvention octroyée par le ministère du Travail afin de lutter contre le travail au noir.
RP199	Copie des études, analyses, recherches, scénarios ou projections concernant l'implantation du Service de référence de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction.
RP200	Budget d'implantation du Service de référence de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction et ventilation détaillée des sommes utilisées. Fournir les prévisions pour 2017-2018.
RP201	État de situation de l'implantation du Service de référence de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction et échéancier détaillé.
RP202	Copie des études, analyses, recherches, scénarios ou projections concernant la création de deux nouvelles régions de placement dans le Nord-du-Québec.
RP203	Statistiques d'utilisation du Service de référence de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction, depuis son implantation, ventilation par mois.
RP204	Tout rapport, document ou étude concernant la mise en place des recommandations de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction.
RP205	État de situation du suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction et de la mise en place des recommandations.
RP206	Sommes dévolues au suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction et de la mise en place des recommandations.
RP207	Tout rapport, document ou étude concernant la mise en place des recommandations du Comité de vigie sur la référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction.
RP208	État de situation du suivi du rapport du Comité de vigie sur la référence de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction et de la mise en place des recommandations.
RP209	Sommes dévolues au suivi du rapport du Comité de vigie sur la référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction et à la mise en place des recommandations.
RP210	Nombre d'infractions constatées à la suite d'une dénonciation.
RP211	Nombre d'infractions constatées concernant la non-détention d'un certificat de compétence pour des travaux effectués à l'intérieur d'institutions scolaires.
RP212	Nombre de plaintes reçues concernant la non-détention d'un certificat de compétence pour des travaux exécutés à l'intérieur d'institutions scolaires.
RP213	État d'avancement concernant des modifications législatives pour encadrer le travail bénévole dans le secteur de la construction.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-1

Depuis cinq ans, par année financière, indiquer la somme dépensée par votre ministère et ses organismes pour l’informatique et les technologies de l’information. Préciser s’il s’agit d’achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ). Fournir également les prévisions pour 2017-2018.

Dépenses opérationnelles de la vice-présidence des technologies de l’information

DESCRIPTION DE COMPTES	RÉEL 2016 Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre ⁽¹⁾
Charges liées aux effectifs	10 411 920 \$
Administration	222 058 \$
Entretien équipements et logiciels	1 921 364 \$
Téléphonie (filaire et sans fil)	969 187 \$
Autres frais	147 505 \$
Services professionnels (consultants informatiques)	4 797 824 \$
TOTAL	18 469 858 \$

(1) Donnée préliminaire – états financiers non finalisés

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-2

Depuis cinq ans, par année financière, fournir une ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor au ministère du Travail et aux organismes sous sa responsabilité. Fournir également les prévisions pour 2017-2018.

La Commission de la construction du Québec n'est pas assujetti à la *Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État*.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale

DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-3

Depuis cinq ans, par année financière, fournir la liste des comités interministériels ou de tout autre partenaire. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.

La liste des comités de la Commission de la construction du Québec apparaissent dans le *Rapport annuel de gestion 2016*.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-4

Copie de toute l’information fournie au ministre en vertu de l’article 428 de la Loi sur les accidents de travail et les maladies professionnelles, et ce, depuis cinq ans.

Sans objet

SOURCE : Commission de la construction du Québec
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-6

Pour chacun des organismes, indiquer les agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère depuis cinq ans, par année financière. Fournir :

- a. la liste des employés, en indiquant le poste qu’ils occupent et leur rémunération;
- b. la liste des membres du conseil d’administration;
- c. la liste des personnes qui ont été nommées ou dont le mandat a été renouvelé, en incluant leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur cv;
- d. leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec (CCQ) n’est pas assujetti à la *Loi sur la fonction publique*.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-7

Fournir, pour tout organisme relevant du ministère, concernant le Bureau de la présidence ou de la haute direction, les montants, ventilés depuis cinq ans, par année financière :

- a. des frais de déplacement;
- b. des frais de représentation;
- c. des frais de repas;
- d. des frais de voyage;
- e. des frais de préparation aux congrès, colloques, sommets, conférences, etc.

**Direction générale de la CCQ
1^{er} janvier au 31 décembre 2016**

Remboursement de frais de transport	3446.52 \$
Remboursement des frais d’hébergement	270.00 \$
Remboursement des frais de repas	977.82 \$

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-10

Depuis cinq ans, par année financière, pour chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère, indiquer le nombre d'employés, ventilé par catégorie d'emploi et par région.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec (CCQ) n'est pas assujéti à la *Loi sur la fonction publique*.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-28

Depuis 10 ans, par année financière, nombre de contrats donnés à l'externe (informatique, relations publiques, communications, études, analyses ou autres). Indiquer :

- a. la nature ou l'objet du contrat;
- b. la méthode d'octroi du contrat (gré à gré, appel d'offres ou autre);
- c. une copie du contrat;
- d. une copie du résultat;
- e. le coût du contrat.

L'article 17 de *la Loi sur les contrats des organismes publics* ne s'appliquait pas à la Commission de la construction du Québec pour la période visée.

Les informations sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec. <https://www.seao.ca/>.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale

DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-29

Liste des projets informatiques depuis 10 ans :
a. évolution des coûts pour chacun des dossiers;
b. nombre de consultants externes et coûts associés;
c. indiquer la somme dépensée depuis 10 ans, par année financière (et prévisions pour 2017-2018), pour l’informatique et les technologies de l’information.
d. préciser s’il s’agit d’achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2016			
Nom	Nature	Statut	Coûts 2016
Dépôt direct assurance	Mise en place d’un service de dépôt direct pour les déboursés d'assurance maladie et salaires.	Complété	728 550\$
Programme d’accès à l’égalité des femmes – mesures réglementaires	Mise en place de nouvelles mesures réglementaires pour accroître la présence des femmes sur les chantiers	Complété	485 147\$
Nouvelle réglementation - le Fonds d’indemnisation des salariés de l’industrie de la construction	Mise en place de la nouvelle réglementation à l’égard de la gestion du fonds d’indemnisation des salariés de l’industrie de la construction	Complété	808 004\$
Scrutin Syndical	Planification, coordination et exécution de la tenue du scrutin syndical de 2016	Complété	208 288\$
Gestion des livraisons et des environnements des applications	Mettre en place des environnements technologiques, des outils informatiques et des processus afin de rendre plus efficace la livraison, l'exploitation, le maintien et l'évolution des applications de la CCQ.	En cours	259 885\$
Mercure 1.5	Mise en place d’un rapport d’inspection de chantier informatisé accessible directement sur la tablette des inspecteurs	Complété	101 755\$
Dépôt direct congé payé	Mise en place d’un service de dépôt direct pour les déboursés de congé payé de l’industrie.	En cours	245 008\$
Plan de relève TI	Mise en place d’un plan de relève technologique des systèmes critiques de la CCQ	En cours	375 411\$
Plate-forme élévatrice	Mise en place des améliorations et fonctionnalités requises permettant la délivrance d’un certificat de compétence-compagnon limité à	Complété	105 572\$

	l'installation de plateformes élévatrices pour personnes à mobilité restreinte aux travailleurs qualifiés par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS)		
--	---	--	--

Les coûts représentent les efforts effectués par les TI

*La Commission de la construction du Québec n’est pas soumise à la *Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics*.

Concernant la valeur estimée des contrats, les informations sont disponibles sur le système électronique d’appel d’offres du gouvernement du Québec, <https://www.seao.ca/>

Dépenses opérationnelles de la vice-présidence des technologies de l’information

DESCRIPTION DE COMPTES	RÉEL 2016 Du 1 ^{er} jan au 31 décembre ⁽¹⁾
Charges liées aux effectifs	10 411 920 \$
Administration	222 058 \$
Entretien équipements et logiciels	1 921 364 \$
Téléphonie (filaire et sans fil)	969 187 \$
Autres frais	147 505 \$
Services professionnels (consultants informatiques)	4 797 824 \$
TOTAL	18 469 858 \$

(1) donnée préliminaire – états financiers non finalisés

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-183

Liste des dépenses de fonctionnement, par année, depuis 10 ans.

COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC	
TOTAL DES CHARGES AU 31 DÉCEMBRE 2016 <u>NON VÉRIFIÉES</u>	
Charges reliées aux effectifs de travail	89 590 398
Gestion des ressources humaines	1 713 010
Services techniques	1 088 749
Frais juridiques	436 339
Télécommunication et entretien d’équipements informatiques	3 081 854
Frais de déplacement et séjour	2 130 226
Frais de postes, imprimés et fournitures	5 158 084
Relations publiques et publicité	597 447
Charges financières	826 906
Autres charges administratives	677 636
Gestion immobilière	6 166 353
<u>CHARGES RELIÉES AUX BIENS ET SERVICES</u>	<u>21 876 604</u>
Amortissement des immobilisations	6 652 112
Contribution à la CRT et bureau de permis	1 422 823
Autres	(175 278)
<u>CHARGES CORPORATIVES</u>	<u>7 899 657</u>
<u>CHARGES RELIÉES AUX AVANTAGES POSTÉRIEURS À L’EMPLOI</u>	<u>21 056 880</u>
Charges reliées au portefeuille de projet	3 916 072
Charges reliées au Plan de modernisation TI	283 721
<u>TOTAL DES CHARGES</u>	<u>144 623 332</u>

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-184

Liste des bureaux régionaux et effectif étant rattaché, par catégorie d’emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l’évolution depuis cinq ans et fournir les prévisions pour 2017-2018.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec (CCQ) n’est pas assujetti à la *Loi sur la fonction publique*.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-185

Nombre de poursuites intentées par la CCQ contre des entrepreneurs et contre des travailleurs qui effectuaient des travaux ne respectant pas le champ d'application de l'article 19 de la Loi R-20 au cours des cinq dernières années.

Année 2016

Employeurs	3 063
Salariés	2 733
TOTAL	5 796

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale

DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-186

Nombre de poursuites menées par la CCQ contre des entrepreneurs et contre des travailleurs relativement aux articles de la loi R-20 concernant des actes d’intimidation ou de violence sur les chantiers, par année, depuis cinq ans.

Poursuites recommandées par l’Unité des enquêtes spéciales au Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP)

Par année de réception du dossier

Nombre de recours pénaux recommandés par l’Unité des enquêtes spéciales (UES) au DPCP (Pour l’ensemble des activités de l’UES)	Dossiers reçus en 2016(1)
101 : Intimider une personne ou exercer à son égard des mesures discriminatoires, des représailles ou toute menace ou contrainte ayant pour but ou pour effet de porter atteinte à sa liberté syndicale	
113.1 : Menaces ou intimidation dans le but d'entraver ou arrêter les activités sur un chantier	
118 : Tenter de commettre une infraction, ou aide, ou incite quelqu'un à commettre ou tenter de commettre une telle infraction	1
122, 2e alinea : Congédier un employé suite à une plainte	3
57 et 113 : Arrêt ou ralentissement de travail et lock-out illégaux	
Nombre total de recours pénaux recommandés par l’Unité des enquêtes spéciales au DPCP	4

(1) L'année du recours correspond à celle du dépôt de la plainte

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-187

Liste des mesures mises en place concernant l'accès et le maintien des femmes dans l'industrie de la construction, en indiquant le nombre moyen d'heures travaillées par les femmes par rapport aux hommes dans les métiers concernés et le revenu moyen annuel pour chacun des sexes, et ce, depuis cinq ans. Sommes dépensées par mesures.

L'industrie de la construction a lancé un nouveau Programme d'accès à l'égalité des femmes dans l'industrie de la construction (PAEF) 2015-2024 en mars 2015.

Les mesures du premier PAEF de 1997 sont toujours en vigueur :

- **Délivrance d'un certificat de compétence occupation (CCO) :** Une femme diplômée dans l'une des six occupations spécialisées qui n'est pas sélectionnée lors du tirage au sort annuel est automatiquement admise au Cours de connaissance générale de l'industrie de la construction (CCGIC). Ce cours est obligatoire afin d'obtenir un certificat de compétence occupation;
- **Renouvellement d'un certificat de compétence occupation (CCO) :** Une femme qui a travaillé au moins 5 000 heures dans une occupation de l'industrie et qui a travaillé au moins une heure au cours d'une période consécutive de cinq années peut se voir renouveler son certificat (au lieu de 10 000 heures pour les hommes);
- **Carnet référence construction (CRC) :** Lorsque la CCQ réfère de la main-d'œuvre à un employeur, elle priorise systématiquement toutes les femmes correspondant aux critères de l'employeur.

Les nouvelles mesures du PAEF 2015-2024

La CCQ poursuit la mise en œuvre des mesures et des engagements identifiés au plan d'action 2015-2018 diffusé sur le site Internet de la CCQ. Un bilan annuel 2016 sera rendu public au courant de l'été 2017. Voici les points saillants des mesures réalisées en 2015 et 2016 par la CCQ :

- Entrée en vigueur, le 12 décembre 2016, de quatre mesures réglementaires favorisant l'accès et le maintien des femmes sur les chantiers :
 - délivrance plus rapide d'un certificat de compétence pour les femmes diplômées;
 - accès à l'industrie facilitée pour les femmes qui se voient offrir par un employeur l'opportunité d'acquérir des compétences en chantier;
 - augmentation du ratio apprenti compagnon en chantier permettant aux entreprises de faire travailler une personne apprentie de plus que la proportion prévue au règlement lorsqu'un de ces apprentis est une femme;
 - assouplissement des règles pour que les femmes puissent faire partie de la main-d'œuvre régulière d'une entreprise en leur permettant de travailler plus rapidement en dehors de leur région de domicile.
- Lancement de la campagne « La mixité en chantier » visant à faire évoluer les mentalités sur la question avec le slogan « Femme ou homme, c'est la compétence qui compte ». Création de la page « mixite.ccq.org » et campagne de visibilité dans divers médias (télévision, journaux et Web).
- Programme de formation des femmes en entreprise.
- Service d'information et d'accompagnement des femmes.
- Priorisation des femmes inscrites aux activités de perfectionnement et au cours de connaissance générale de l'industrie permettant l'accès des occupations diplômées.
- Annonce d'un projet pilote novateur, où le SCF, EQ et la CCQ collaborent afin d'accroître la présence des femmes en emploi dans l'industrie de la construction sur la Côte-Nord.

- Publication par la CCQ du bilan annuel du PAEF ainsi que d'un nouvel outil statistique, basé sur l'analyse différenciée selon le sexe (ADS), afin de rendre compte du parcours des femmes et des hommes pour chacun des métiers et occupations spécialisées de la construction.

La moyenne des heures travaillées

En 2015, les femmes travaillent en moyenne 665 heures, soit 72 % de celle des hommes (921 heures). Leur moyenne continue donc d'être inférieure à celle des hommes, mais l'écart se rétrécit pour les apprenties :

- les femmes apprenties travaillent en moyenne 603 heures, soit 78 % de celle des hommes (777 heures)
- les femmes ayant le statut de compagnon travaillent en moyenne 853 heures, soit 86 % de celle des hommes (997 heures)
- les femmes exerçant une occupation travaillent en moyenne 592 heures, soit 66 % de celle des hommes (900 heures)

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale

DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-188

Liste des règlements adoptés par le conseil d'administration de la CCQ depuis deux ans.

- Règlement sur la délivrance des certificats de compétence.
- Règlement sur l'embauche et la mobilité des salariés dans l'industrie de la construction.
- Règlement sur la formation professionnelle de la main-d'œuvre de l'industrie de la construction.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale

DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-189

Nombre de certificats de compétence décernés, ventilation par région et par métier ou occupation depuis cinq ans.

RÉPARTITION DE LA DÉLIVRANCE DES CERTIFICATS DE COMPÉTENCE-APPRENTI SELON LE MÉTIER – ANNÉE 2016

MÉTIERS	DIPLÔMÉS		NON DIPLÔMÉS		TOTAL	
	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%
Briqueteur-maçon	432	7.16%	5	0.43%	437	6.07%
Calorifugeur	29	0.48%	0	0.00%	29	0.40%
Carreleur	102	1.69%	82	7.01%	184	2.55%
Charpentier-menuisier	2145	35.55%	93	7.96%	2238	31.07%
Chaudronnier	38	0.63%	0	0.00%	38	0.53%
Cimentier applicateur	93	1.54%	123	10.52%	216	3.00%
Couvreur	158	2.62%	373	31.91%	531	7.37%
Électricien	1093	18.11%	0	0.00%	1093	15.17%
Ferblantier	96	1.59%	10	0.86%	106	1.47%
Ferrailleur	39	0.65%	0	0.00%	39	0.54%
Grutier	45	0.75%	2	0.17%	47	0.65%
Mécanicien d'ascenseur	36	0.60%	12	1.03%	48	0.67%
Mécanicien de chantier	32	0.53%	4	0.34%	36	0.50%
Mécanicien de machinerie lourde	18	0.30%	12	1.03%	30	0.42%
Monteur assembleur	115	1.91%	1	0.09%	116	1.61%
Monteur-mécanicien (vitrier)	84	1.39%	113	9.67%	197	2.73%
Opérateur d'équipement lourd	81	1.34%	3	0.26%	84	1.17%
Opérateur de pelles mécaniques	48	0.80%	0	0.00%	48	0.67%
Peintre	124	2.06%	181	15.48%	305	4.23%
Plâtrier	130	2.15%	92	7.87%	222	3.08%
Poseur de systèmes intérieurs	219	3.63%	12	1.03%	231	3.21%
Poseur de revêtements souples	46	0.76%	42	3.59%	88	1.22%
Tuyauteur	578	9.58%	0	0.00%	578	8.02%
Mécanicien en protection incendie	53	0.88%	6	0.51%	59	0.82%
Frigoriste	200	3.31%	3	0.26%	203	2.82%
TOTAL	6034	100.00%	1169	100.00%	7203	100.00%

**RÉPARTITION DE LA DÉLIVRANCE DES
CERTIFICATS DE COMPÉTENCE-APPRENTI
SELON LA RÉGION DE PLACEMENT – ANNÉE 2016**

RÉGION DE PLACEMENT	DIPLÔMÉS		NON DIPLÔMÉS		TOTAL	
	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%
Îles-de-la-Madeleine	10	0.17	2	0.17	12	0.17
Bas-St-Laurent / Gaspésie	165	2.74	15	1.28	180	2.50
Saguenay / Lac-St-Jean	207	3.43	13	1.11	220	3.05
Québec	1 076	17.84	54	4.61	1 130	15.69
Mauricie / Bois-Francs	328	5.44	105	8.97	433	6.01
Cantons-de-l'Est	224	3.71	102	8.71	326	4.53
Montréal	3 678	60.94	652	55.85	4 330	60.11
Outaouais	179	2.97	189	16.14	368	5.11
Nord-Ouest	103	1.71	27	2.31	130	1.80
Côte-Nord	64	1.06	10	0.85	74	1.03
Baie-James	0	0.00	0	0.00	0	0.00
Extérieur	0	0.00	0	0.00	0	0.00
TOTAL	6 034	100.00	1 169	100.00	7 203	100.00

**RÉPARTITION DE LA DÉLIVRANCE DES
CERTIFICATS DE COMPÉTENCE-OCCUPATION
SELON LA RÉGION DE PLACEMENT – ANNÉE 2016**

RÉGION DE PLACEMENT	DIPLÔMÉS		NON DIPLÔMÉS		TOTAL	
	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%
Îles-de-la-Madeleine	2	0.36	0	0.00	2	0.07
Bas-St-Laurent / Gaspésie	23	4.11	5	0.23	28	1.02
Saguenay / Lac-St-Jean	40	7.14	7	0.32	47	1.72
Québec	73	13.04	31	1.43	104	3.81
Mauricie / Bois-Francs	29	5.18	3	0.14	32	1.17
Cantons-de-l'Est	22	3.93	3	0.14	25	0.91
Montréal	322	57.50	2 050	94.34	2 372	86.79
Outaouais	20	3.57	51	2.35	71	2.60
Nord-Ouest	12	2.14	5	0.23	17	0.62
Côte-Nord	17	3.04	8	0.37	25	0.91
Baie-James	0	0.00	10	0.46	10	0.37
Extérieur	0	0.00	0	0.00	0	0.00
TOTAL	560	100.00	2 173	100.00	2 733	100.00

NOMBRE DE CERTIFICATS DE COMPÉTENCE-COMPAGNON ÉMIS EN 2016

RAISON DE LA DÉLIVRANCE	LE SALARIÉ A DÉJÀ ÉTÉ TITULAIRE COMPAGNON	LE SALARIÉ N'A JAMAIS ÉTÉ TITULAIRE COMPAGNON
TOTAL	94 498	15 496

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-190

Nombre de travailleurs manquants ou en surplus, ventilé par région et par métier ou occupation depuis cinq ans, par année financière. Fournir les prévisions pour 2017-2018.

La réglementation considère qu'il y a pénurie lorsque moins de 5% de la main-d'œuvre apprentie ou exerçant une occupation se trouve disponible, c'est-à-dire n'a pas d'emploi rapporté. La CCQ procède alors à ce que l'on appelle couramment « l'ouverture d'un bassin de main-d'œuvre ». Des personnes non détentrices d'un DEP peuvent alors obtenir un certificat de compétence dans un métier ou une occupation, à condition de démontrer qu'un employeur leur garantit au moins 150 heures de travail sur au plus trois mois, et qu'elle détient un cours de sécurité.

Les bassins de main-d'œuvre sont mis à jour sur une base quotidienne. Les ouvertures de bassins sont fréquentes et sont affichées sur le site Internet de la CCQ. Le tableau ci-joint comprend les chiffres détaillés des admissions de main-d'œuvre par métier et occupation pour 2016.

En 2016, 3 342 personnes ont été admises en situation de pénurie, comparativement à 2 011 en 2015. Cette augmentation s'explique par l'ouverture du bassin de main-d'œuvre « occupation », le 25 août 2016. Un nombre de 6 594 personnes ont été admises avec un DEP en 2016, soit un nombre comparable à celui de 2015 (6 456).

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale

DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-191

Nombre d’heures travaillées par métier ou par occupation au cours des cinq dernières années.
Fournir une ventilation par mois et par région.

Métier/occupation prioritaire	Région de domicile	2016 provisoires
003) Briqueteur-maçon	Total du métier/occupation	3 936 325
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	63 843
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	129 154
	30)Québec	579 063
	40)Mauricie-Bois-Francis	190 337
	50)Estrie	163 903
	60)Grand Montréal	2 669 599
	70)Outaouais	105 139
	80)Abitibi-Témiscamingue	26 769
	90)Côte-Nord	7 636
	99)Extérieur	883
006) Calorifugeur	Total du métier/occupation	1 282 446
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	24 222
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	74 264
	30)Québec	199 474
	40)Mauricie-Bois-Francis	75 007
	50)Estrie	58 195
	60)Grand Montréal	797 716
	70)Outaouais	29 817
	80)Abitibi-Témiscamingue	19 276
	90)Côte-Nord	3 995
	99)Extérieur	480
009) Carreleur	Total du métier/occupation	1 856 075
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	38 529
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	40 340
	30)Québec	399 998
	40)Mauricie-Bois-Francis	58 599
	50)Estrie	105 451
	60)Grand Montréal	1 129 890
	70)Outaouais	50 364
	80)Abitibi-Témiscamingue	20 266
	90)Côte-Nord	11 988
	99)Extérieur	652
012) Charpentier-menuisier	Total du métier/occupation	34 355 710
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	1 612 679
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	1 562 605
	30)Québec	7 863 368
	40)Mauricie-Bois-Francis	2 428 656
	50)Estrie	1 629 053
	60)Grand Montréal	16 682 715
	70)Outaouais	1 192 723
	80)Abitibi-Témiscamingue	759 392

	84)Baie-James	33 009	
	90)Côte-Nord	590 447	
	99)Extérieur	1 063	
015) Chaudronnier	Total du métier/occupation	896 125	
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	155 155	
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	137 631	
	30)Québec	60 661	
	40)Mauricie-Bois-Francis	102 468	
	50)Estrie	43 869	
	60)Grand Montréal	341 601	
	70)Outaouais	3 788	
	80)Abitibi-Témiscamingue	13 531	
	90)Côte-Nord	37 381	
	99)Extérieur	41	
018) Cimentier-applicateur	Total du métier/occupation	2 741 699	
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	38 612	
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	60 692	
	30)Québec	473 936	
	40)Mauricie-Bois-Francis	181 621	
	50)Estrie	74 450	
	60)Grand Montréal	1 784 279	
	70)Outaouais	78 720	
	80)Abitibi-Témiscamingue	24 380	
	84)Baie-James	0	
	90)Côte-Nord	21 189	
	99)Extérieur	3 820	
021) Couvreur	Total du métier/occupation	3 804 647	
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	87 088	
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	102 763	
	30)Québec	538 152	
	40)Mauricie-Bois-Francis	336 924	
	50)Estrie	168 971	
	60)Grand Montréal	2 369 087	
	70)Outaouais	123 665	
	80)Abitibi-Témiscamingue	64 319	
	90)Côte-Nord	11 703	
	99)Extérieur	1 976	
024) Électricien	Total du métier/occupation	19 644 924	
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	704 182	
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	659 846	
	30)Québec	2 836 984	
	40)Mauricie-Bois-Francis	1 040 577	
	50)Estrie	576 354	
	60)Grand Montréal	12 570 108	
	70)Outaouais	573 790	
	80)Abitibi-Témiscamingue	347 390	
	84)Baie-James	1 879	
	90)Côte-Nord	322 487	
	99)Extérieur	11 328	
030) Ferblantier	Total du métier/occupation	4 682 291	
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	83 673	
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	164 007	
	30)Québec	686 317	
	40)Mauricie-Bois-Francis	230 458	
	50)Estrie	115 384	
	60)Grand Montréal	3 176 010	
	70)Outaouais	133 137	

	80)Abitibi-Témiscamingue60 474	
	84)Baie-James0	
	90)Côte-Nord31 987	
	99)Extérieur845	
033) Ferrailleur	Total du métier/occupation1 502 779	
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie41 986	
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean36 824	
	30)Québec259 985	
	40)Mauricie-Bois-Francis80 914	
	50)Estrie64 493	
	60)Grand Montréal952 404	
	70)Outaouais29 147	
	80)Abitibi-Témiscamingue14 743	
	84)Baie-James0	
	90)Côte-Nord22 162	
	99)Extérieur122	
036) Frigoriste	Total du métier/occupation4 430 462	
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie70 413	
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean119 971	
	30)Québec605 306	
	40)Mauricie-Bois-Francis241 110	
	50)Estrie164 460	
	60)Grand Montréal3 073 166	
	70)Outaouais63 690	
	80)Abitibi-Témiscamingue60 260	
	84)Baie-James0	
	90)Côte-Nord28 126	
	99)Extérieur3 961	
039) Grutier	Total du métier/occupation1 987 011	
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie121 911	
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean94 695	
	30)Québec254 229	
	40)Mauricie-Bois-Francis122 462	
	50)Estrie50 287	
	60)Grand Montréal1 117 812	
	70)Outaouais69 151	
	80)Abitibi-Témiscamingue52 280	
	84)Baie-James0	
	90)Côte-Nord102 216	
	99)Extérieur1 969	
042) Mécanicien d'ascenseur	Total du métier/occupation1 703 103	
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie9 106	
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean14 498	
	30)Québec275 228	
	40)Mauricie-Bois-Francis14 949	
	50)Estrie24 249	
	60)Grand Montréal1 329 749	
	70)Outaouais16 802	
	80)Abitibi-Témiscamingue10 476	
	90)Côte-Nord0	
	99)Extérieur8 046	
045) Mécanicien de chantier	Total du métier/occupation1 043 730	
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie174 187	
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean117 589	
	30)Québec90 833	
	40)Mauricie-Bois-Francis164 912	

	50)Estrie16 282	
	60)Grand Montréal348 857	
	70)Outaouais11 975	
	80)Abitibi-Témiscamingue24 576	
	84)Baie-James0	
	90)Côte-Nord94 520	
	99)Extérieur0	
048) Mécanicien de machines lourdes	Total du métier/occupation307 816	
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie43 695	
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean34 877	
	30)Québec72 754	
	40)Mauricie-Bois-Francis19 111	
	50)Estrie9 775	
	60)Grand Montréal80 258	
	70)Outaouais381	
	80)Abitibi-Témiscamingue1 844	
	84)Baie-James0	
	90)Côte-Nord45 106	
	99)Extérieur15	
051) Mécanicien en protection-incendie	Total du métier/occupation1 484 569	
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie29 907	
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean43 396	
	30)Québec259 352	
	40)Mauricie-Bois-Francis49 415	
	50)Estrie35 750	
	60)Grand Montréal1 034 884	
	70)Outaouais12 086	
	80)Abitibi-Témiscamingue12 113	
	90)Côte-Nord2 430	
	99)Extérieur5 236	
053) Monteur-assembleur	Total du métier/occupation3 216 763	
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie222 632	
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean206 490	
	30)Québec494 359	
	40)Mauricie-Bois-Francis180 011	
	50)Estrie67 172	
	60)Grand Montréal1 808 483	
	70)Outaouais61 241	
	80)Abitibi-Témiscamingue82 743	
	84)Baie-James0	
	90)Côte-Nord93 027	
	99)Extérieur604	
057) Monteur-mécanicien vitrier	Total du métier/occupation2 492 458	
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie27 723	
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean58 976	
	30)Québec342 518	
	40)Mauricie-Bois-Francis69 496	
	50)Estrie58 989	
	60)Grand Montréal1 817 410	
	70)Outaouais67 727	
	80)Abitibi-Témiscamingue40 472	
	90)Côte-Nord5 780	
	99)Extérieur3 366	
060) Opérateur de	Total du métier/occupation5 725 837	

pelles	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	317 549
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	338 658
	30)Québec	1 118 304
	40)Mauricie-Bois-Francis	385 036
	50)Estrie	300 339
	60)Grand Montréal	2 669 539
	70)Outaouais	153 477
	80)Abitibi-Témiscamingue	152 275
	84)Baie-James	5 208
	90)Côte-Nord	284 996
	99)Extérieur	455
063) Opérateur d'équipement lourd	Total du métier/occupation	4 828 143
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	385 985
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	234 990
	30)Québec	910 719
	40)Mauricie-Bois-Francis	385 257
	50)Estrie	154 620
	60)Grand Montréal	2 263 149
	70)Outaouais	169 431
	80)Abitibi-Témiscamingue	121 867
	84)Baie-James	9 951
	90)Côte-Nord	191 067
066) Peintre	Total du métier/occupation	4 407 968
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	129 362
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	153 807
	30)Québec	789 506
	40)Mauricie-Bois-Francis	212 925
	50)Estrie	149 064
	60)Grand Montréal	2 672 627
	70)Outaouais	175 799
	80)Abitibi-Témiscamingue	68 726
	84)Baie-James	3 189
	90)Côte-Nord	52 549
069) Plâtrier	Total du métier/occupation	2 583 394
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	23 469
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	61 302
	30)Québec	588 041
	40)Mauricie-Bois-Francis	115 344
	50)Estrie	88 252
	60)Grand Montréal	1 581 059
	70)Outaouais	110 732
	80)Abitibi-Témiscamingue	7 876
	84)Baie-James	632
	90)Côte-Nord	6 687
072) Poseur de revêtements souples	Total du métier/occupation	946 022
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	38 661
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	38 234
	30)Québec	166 491
	40)Mauricie-Bois-Francis	29 549
	50)Estrie	23 312
	60)Grand Montréal	590 954
	70)Outaouais	28 863

	80)Abitibi-Témiscamingue13 875	
	84)Baie-James0	
	90)Côte-Nord14 829	
	99)Extérieur1 254	
075) Poseur de systèmes intérieurs	Total du métier/occupation2 794 003 10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie7 277 20)Saguenay-Lac-Saint-Jean38 567 30)Québec386 132 40)Mauricie-Bois-Francis88 019 50)Estrie52 098 60)Grand Montréal2 148 621 70)Outaouais67 212 80)Abitibi-Témiscamingue4 806 90)Côte-Nord1 248 99)Extérieur24	
081) Tuyauteur	Total du métier/occupation10 603 906 10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie250 167 20)Saguenay-Lac-Saint-Jean343 567 30)Québec1 499 269 40)Mauricie-Bois-Francis593 886 50)Estrie273 710 60)Grand Montréal7 065 901 70)Outaouais292 501 80)Abitibi-Témiscamingue146 993 84)Baie-James2 044 90)Côte-Nord131 916 99)Extérieur3 952	
910) Boutefeu et foreur	Total du métier/occupation471 711 10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie23 540 20)Saguenay-Lac-Saint-Jean59 918 30)Québec91 854 40)Mauricie-Bois-Francis21 545 50)Estrie34 874 60)Grand Montréal166 061 70)Outaouais18 862 80)Abitibi-Témiscamingue9 659 84)Baie-James0 90)Côte-Nord40 013 99)Extérieur5 385	
920) Manœuvre	Total du métier/occupation15 390 300 10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie545 234 20)Saguenay-Lac-Saint-Jean380 895 30)Québec2 073 145 40)Mauricie-Bois-Francis584 078 50)Estrie235 223 60)Grand Montréal10 557 823 70)Outaouais514 487 80)Abitibi-Témiscamingue145 213 84)Baie-James11 030 90)Côte-Nord299 575 99)Extérieur43 596	
930) Main-d’œuvre de lignes	Total du métier/occupation2 650 588 10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie175 785 20)Saguenay-Lac-Saint-Jean254 168 30)Québec586 603	

	40)Mauricie-Bois-Francis	268 571
	50)Estrie	55 717
	60)Grand Montréal	1 008 209
	70)Outaouais	83 602
	80)Abitibi-Témiscamingue	54 851
	84)Baie-James	1 033
	90)Côte-Nord	161 893
	99)Extérieur	156
940) Soudeur	Total du métier/occupation	835 899
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	24 799
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	57 276
	30)Québec	78 636
	40)Mauricie-Bois-Francis	55 525
	50)Estrie	14 547
	60)Grand Montréal	543 529
	70)Outaouais	6 376
	80)Abitibi-Témiscamingue	18 536
	84)Baie-James	0
	90)Côte-Nord	32 179
	99)Extérieur	4 495
950) Autres occupations	Total du métier/occupation	2 238 197
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	122 055
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	165 435
	30)Québec	372 864
	40)Mauricie-Bois-Francis	123 834
	50)Estrie	94 273
	60)Grand Montréal	1 115 625
	70)Outaouais	37 004
	80)Abitibi-Témiscamingue	42 105
	84)Baie-James	7 812
	90)Côte-Nord	146 138
	99)Extérieur	11 052
Total général		144 844 899

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-192

Prévisions de surplus ou de manque de main-d'œuvre par métier ou par occupation, pour les cinq prochaines années.

L'année 2016 connaît une légère baisse de l'activité dans la construction assujettie à la Loi R-20, selon les données estimées pour 2016. Le volume de travail a atteint 141,1 millions d'heures en 2016, soit une contraction de 1,6 %¹ comparativement à 2015, et un total de 153 487 travailleurs ont été actifs dans l'industrie de la construction. Un scénario de baisse graduelle apparaît actuellement le plus vraisemblable, alors que 135,5 millions d'heures travaillées sont attendues dans la construction assujettie à la Loi R-20 en 2017, un repli de 1,9 % comparativement à 2016. Ceci dit, le traitement en cours des plus récentes statistiques laisse entrevoir un montant d'heures travaillées supérieur pour 2016. Au regard des perspectives à moyen terme, l'avenir demeure à la baisse pour l'industrie de la construction. Au cours des prochaines années, les baisses seront de l'ordre de 1% à 4%, ce qui descendra le volume de travail à près de 128 millions d'heures en 2021.

Afin d'évaluer les besoins en diplômés de chacun des métiers de l'industrie de la construction, la CCQ procède à une vaste consultation triennale auprès de quelque 250 représentants patronaux et syndicaux siégeant aux 27 différents sous-comités professionnels. La CCQ a débuté les exercices de consultation en janvier 2017 et devrait les terminer en avril 2017. Une fois la consultation terminée, un avis sur l'estimation des besoins en main-d'œuvre apprentie diplômée pour la période de 2018 à 2021 sera transmis au ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur.

Le secteur génie civil et voirie a connu une hausse de 5% en 2016 et enregistrera une nouvelle augmentation de 4 % en 2017. Ceci est attribuable notamment aux hausses d'investissements annoncés par les différents paliers du gouvernement dans les routes et infrastructures. Des annonces sont attendues de la part du gouvernement fédéral avec la Banque des infrastructures du Canada et la Ville de Montréal a également annoncé son intention d'augmenter ses investissements en infrastructures au cours des prochaines années. Ces investissements peuvent représenter des centaines de milliers d'heures de travail annuellement pour l'industrie et les travailleurs de la construction.

Il est également important de rappeler que les perspectives pour 2017 se situant à 135,5 millions d'heures travaillées indiquent que nous nous maintenons encore au-dessus de la moyenne des 20 dernières années, soit 122 millions d'heures travaillées.

¹ : Le taux de variation tient compte du fait qu'en 2016, le calendrier de l'industrie de la construction compte 237 jours ouvrables alors qu'il en compte habituellement 232. L'ajustement du taux de variation est de -2,2% en 2016 et de 2,1% en 2017.

La différence de 5 jours ouvrables s'explique par le fait que le calendrier de l'industrie est en lien avec le cycle des rapports mensuels – donc environ une fois par 5 ans, il y a une semaine supplémentaire qui apparaît dans le calendrier.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale

DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-193

Composition, budgets, mandats et rapports des comités de main d'œuvre Ontario-Québec.

Sans objet.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale

DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-194

Nombre d'exemptions de l'obligation de détenir un certificat de compétence accordées au cours des cinq dernières années et motifs.

MOTIFS	NOMBRE D'EXEMPTIONS ÉMISES EN 2016
Pénurie (art. 14.6)	664
Personne indispensable (art. 14.4)	734
Enfant d'employeur (art. 14.5)	4 184
Pénurie - sans préalables scolaires	1 813
Stages d'été	105
Ententes interprovinciales (art. 4)	375
Salarié occasionnel (art. 14.7)	0
*Autres	2 050
TOTAL	9 925

*Autres : 2 050 exemptions, dont 1 875 exemptions découlant du comité de révision; 47 exemptions découlant de nouveaux assujettissements, dont 128 exemptions « autres ».

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-195

Nombre d’inspections effectuées par la CCQ, liste des chantiers ayant fait l’objet d’une enquête et résultats des enquêtes pour les cinq dernières années.

Inspections de chantier et vérifications aux livres	2016
Nombre de visites de chantier effectuées	45 521
• Chantiers différents visités	19 079
Nombre d’infractions constatées	9 988
• Nombre d’infractions pour non-détention de certificat de compétence	4 043
• Nombre d’infractions pour non-détention de licence de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ)	1 075
• Nombre de situations d’heures potentiellement non déclarées	2 328
• % des visites avec infractions pour non –détention de certificat de compétence, de licence ou heures potentiellement non déclarées	10.0%
Nombre de vérifications aux livres menées	2 100
• % des interventions avec résultat (montant réclamé ou poursuite pénale)	56.0%
• Millions d’heures réclamées	0,63
• Millions \$ réclamés	14,3
• Taux de perception avant judiciarisation	54,5%

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-196

Évolution du nombre d’inspecteurs à l’emploi de la CCQ, depuis cinq ans, par année ainsi que les prévisions d’embauche pour 2017-2018.

Année	Nombre
2016	232

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-197

Évolution du nombre d’employés dédiés à la lutte contre le travail au noir à la CCQ depuis cinq ans, par année.

Année	Nombre
2016	400

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-198

Tout document relatif à la subvention octroyée par le ministère du Travail afin de lutter contre le travail au noir.

Pour l’exercice 2016-2017, la Commission de la construction du Québec a reçu 3,65 M\$ du gouvernement. Cette subvention permet de financer 34 ressources additionnelles dédiées à la lutte contre le travail au noir et l’évasion fiscale, incluant la fausse facturation et le blanchiment d’argent.

© Éditeur officiel du Québec, 2017

338

GAZETTE OFFICIELLE DU QUÉBEC, 15 février 2017, 149^e année, n^o 7

Partie 2

ATTENDU QU’il y a lieu d’autoriser la ministre responsable du Travail à verser à la Régie une subvention de 1 689 500 \$ pour l’exercice financier 2016-2017 pour la réalisation de ces activités;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe *a* de l’article 3 du Règlement sur la promesse et l’octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6), tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l’approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre responsable du Travail :

QUE la ministre responsable du Travail soit autorisée à verser à la Régie du bâtiment du Québec une subvention de 1 689 500 \$ pour l’exercice financier 2016-2017.

Le greffier du Conseil exécutif,
JUAN ROBERTO IGLESIAS

66074

Gouvernement du Québec

Décret 70-2017, 31 janvier 2017

CONCERNANT le versement d’une subvention de 3 650 000 \$ à la Commission de la construction du Québec pour l’exercice financier 2016-2017

ATTENDU QUE la Commission de la construction du Québec est une personne morale instituée en vertu de l’article 2 de la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d’œuvre dans l’industrie de la construction (chapitre R-20);

ATTENDU QUE la Commission de la construction du Québec a mis sur pied différents projets pour intensifier la force de ses interventions dans la lutte contre le travail non déclaré et l’évasion fiscale et les a poursuivis au cours de l’exercice financier 2016-2017;

ATTENDU QU’il y a lieu d’autoriser la ministre responsable du Travail à verser à la Commission de la construction du Québec une subvention de 3 650 000 \$ pour l’exercice financier 2016-2017 pour la réalisation de ces projets;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe *a* de l’article 3 du Règlement sur la promesse et l’octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6), tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l’approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre responsable du Travail :

QUE la ministre responsable du Travail soit autorisée à verser à la Commission de la construction du Québec une subvention de 3 650 000 \$ pour l’exercice financier 2016-2017.

Le greffier du Conseil exécutif,
JUAN ROBERTO IGLESIAS

66075

Gouvernement du Québec

Décret 71-2017, 31 janvier 2017

CONCERNANT le renouvellement du mandat de M^r Marco Romani comme membre du Tribunal administratif du travail

ATTENDU QUE le premier alinéa de l’article 58 de la Loi instituant le Tribunal administratif du travail (chapitre T-15.1) prévoit notamment que le mandat d’un membre du Tribunal administratif du travail est renouvelé pour cinq ans;

ATTENDU QUE l’article 59 de cette loi prévoit que le renouvellement du mandat d’un membre est examiné suivant la procédure établie par règlement du gouvernement et qu’un tel règlement peut notamment fixer la composition des comités et le mode de nomination de leurs membres, lesquels ne doivent pas faire partie de l’Administration gouvernementale au sens de la Loi sur l’administration publique (chapitre A-6.01), ni la représenter;

ATTENDU QUE l’article 62 de cette loi prévoit que le gouvernement fixe, conformément au règlement édicté en application de l’article 61 de cette loi, la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail des membres de ce Tribunal;

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-199

Copie des études, analyses, recherches, scénarios ou projections concernant le Service de référence de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction.

Projet terminé – implantation du Carnet référence construction complétée le 9 septembre 2013.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-200

Budget d'implantation du Service de référence de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction et ventilation détaillée des sommes utilisées. Fournir les prévisions budgétaires pour 2017-2018.

Projet terminé – implantation du Carnet référence construction complétée le 9 septembre 2013.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-201

État de situation sur l'implantation du Service de référence de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction et échéancier détaillé.

Projet terminé – implantation du Carnet référence construction complétée le 9 septembre 2013.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-202

Copie des études, analyses, recherches, scénarios ou projections concernant la création de deux nouvelles régions de placement dans le Nord-du-Québec.

Le conseil des ministres a adopté le règlement prévoyant la création de la région Nunavik en février 2016. Ce règlement prévoit la création de la région en 2017, et la mise en œuvre de 4 mesures transitoires. Ces mesures transitoires sont entrées en vigueur le 10 mars 2016 permettent la création d'un bassin de main-d'œuvre et son développement. La création de la région Nunavik est prévue pour le 30 juin 2017.

La création des régions doit permettre :

- De prendre acte du découpage actuel du territoire dans le Nord-du-Québec, au Nunavik et dans la région Eeyou Itschee Baie-James;
- De développer le bassin de la main-d'œuvre dans le Nunavik en cohérence avec la vision de développement du territoire des autorités inuites, ainsi que dans la région Eeyou Istchee Baie-James en cohérence avec la vision du développement des autorités criées et jamésiennes ;
- D'aligner les pratiques de l'industrie avec les orientations gouvernementales en matière d'affaires autochtones ainsi qu'avec la stratégie du gouvernement du Québec pour le Plan Nord et le développement économique du Nord du Québec.

La création d'une région Nunavik (territoires au nord du 55^e parallèle) vient diminuer l'étendue de l'actuelle région Côte-Nord et dans une moindre mesure l'actuelle région Baie-James.

- En 2012, on estime que 1 156 travailleurs ont été présents sur les chantiers du Nunavik. La majorité d'entre eux (77%) provenaient d'autres régions en respect des règles de mobilité de main-d'œuvre en vigueur dans l'industrie de la construction, alors que 197 salariés (17%) provenaient de la Côte-Nord.

La création d'une région Eeyou Istchee Baie-James (territoires entre les 49^{ème} et 55ème parallèles) viendrait diminuer l'étendue de l'actuelle région Saguenay-Lac-Saint-Jean et de l'Abitibi-Témiscamingue.

- En 2015, on estime que 5 869 personnes ont pu travailler dans la région Eeyou Istchee Baie-James. Plus de 90% (5 402) de ces personnes provenaient d'autres régions, dont 1 876 (32%) du Saguenay-Lac-Saint-Jean et 1 389 (24%) de l'Abitibi-Témiscamingue.

En mars 2016, le règlement visant la création de la région Nunavik est entré en vigueur. Ce règlement a permis la mise en place de mesures transitoires et prévoit la création de la région Nunavik en juin 2017. Ces mesures permettent la création d'un bassin de main-d'œuvre au Nunavik, la mise en place des mécanismes de priorisation de la main-d'œuvre inuit pour les embauches régionales, ainsi que l'adaptation et le développement de l'offre de services offerts au Nunavik.

La CCQ évalue présentement l'opportunité de créer une région Eeyou Istchee Baie-James aux fins de mobilité de la main-d'œuvre et de référence. Comme la région nécessite une modification au *Règlement sur l'embauche et la mobilité des salariés dans l'industrie de la construction*, le conseil d'administration de la CCQ devra dans un premier temps adopter tout projet de modification réglementaire à cet effet.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-203

Statistiques d’utilisation du Service de référence de la main-d’œuvre dans l’industrie de la construction, depuis son implantation, ventilation par mois.

TOTAL 2016	
Déclaration de besoins de main-d'œuvre	21 367
Employeurs requérants	4 714
Salariés recherchés	44 518
Listes transmises par les titulaires de permis de référence	40 590
Nombre de candidats recommandés	190 688
Listes transmises par la CCQ	21 871
Nombre de candidats recommandés	354 958
Avis d'embauches transmis par les employeurs	165 786
<i>Selon la source de main-d'œuvre:</i>	
Référence des titulaires de permis	3 888
Référence de la CCQ	6 397
Réseau personnel de l'employeur	43 010
Salarié connu de l'employeur	100 147
Autres	12 344
Avis de fin d'emploi transmis par les employeurs	133 017

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-204

Tout rapport, document ou étude concernant la mise en place des recommandations de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction.

Le ministère de la Justice coordonne la mise en œuvre des recommandations de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction. **La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice pour tous les ministères et organismes dans le cadre des réponses aux demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.**

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale

DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-205

État de situation du suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction et de la mise en place des recommandations.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-206

Sommes dévolues au suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction et de la mise en place des recommandations.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-207

Tout rapport, document ou étude concernant la mise en place des recommandations du Comité de vigie sur la référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du travail.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale

DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-208

État de situation du suivi du rapport du Comité de vigie sur la référence de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction et de la mise en place des recommandations.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du travail.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale

DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-209

Sommes dévolues au suivi du rapport du Comité de vigie sur la référence de main-d’œuvre dans l’industrie de la construction et à la mise en place des recommandations.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du travail.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-210

Nombre d'infractions constatées à la suite d'une dénonciation.

	2015	2016	1 ^{er} trimestre 2017
Nombre d'infractions	1642	1522	236

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale

DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-211

Nombre d’infractions constatées concernant la non-détention d’un certificat de compétence pour des travaux effectués à l’intérieur d’institutions scolaires.

Institutions scolaires	2015	2016	1 ^{er} Trimestre 2017
Commission scolaire	63	61	9
Établissement d’enseignement supérieur	14	6	1
TOTAL	77	67	10

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-212

Nombre de plaintes reçues concernant la non-détention d’un certificat de compétence pour des travaux exécutés à l’intérieur d’institutions scolaires.

Institutions scolaires	2015	2016	1 ^{er} Trimestre 2017
Commission scolaire	9	13	2
Établissement d’Enseignement supérieur	4	3	0
TOTAL	13	16	2

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-213

État d'avancement concernant des modifications législatives pour encadrer le travail bénévole dans le secteur de la construction.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale

DATE : mars 2017